



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

2€

« La liberté comme base, l'égalité comme moyen,  
la fraternité comme but. »

Ricardo Mella



APRÈS MOSSOUL,

DANS L'INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE :  
DES OBSCURANTISTES S'ACHARNENT À DÉTRUIRE  
LE CODE DU TRAVAIL !!!





Les violences faites aux femmes concernent tous les pays, mais, dans certains, leur nombre est en spectaculaire augmentation. Ainsi, en Turquie, selon les experts, les meurtres de femmes ont augmenté de 31 % entre 2013 et 2014. Ça n'a pas empêché un animateur TV de déclarer le plus sérieusement du monde: « Les femmes qui portent une mini-jupe et se promènent à moitié nues n'ont aucun droit de se plaindre si elles sont harcelées. » Et, cerise sur le gâteau, en cas de viol ou meurtre de l'une d'elles, l'agresseur peut bénéficier d'une peine réduite en déclarant que sa victime « portait un jean, qu'elle rentrait chez elle tard le soir ou qu'elle avait des pilules contraceptives dans son sac à main ». Faut les comprendre, ces mâles, personne ne leur a dit que la femme est l'avenir de l'homme. Et pendant ce temps, en Arabie saoudite, cet allié objectif de l'Occident, le blogueur Raif Badawi est toujours emprisonné pour avoir créé un forum de débat public considéré comme une insulte à l'islam. Condamné à dix ans de prison et 1 000 coups de fouets, il n'en n'a reçu pour l'instant « que » cinquante au cours de la première séance. Le reste de la sentence n'est pas annulé mais suspendu (le temps qu'il se requinque un peu ?) Mais au cas où le fouet ne suffirait pas, la « justice » de son pays veut maintenant le juger pour apostasie. Le renoncement à sa religion est passible de la peine de mort, et ce n'est pas son avocat qui pourra le défendre: il vient lui-même d'être condamné à quinze ans de prison. Comme on dit en religieux courant: Dieu est grand et sa miséricorde infinie.

## Actualité

**Et maintenant, la loi Rebsamen!** par G. Goutte, page 3

**Je te fais bander? Bande tes yeux!** par Hélène, page 4

**Retraités enragés,** par A. Laverdure, page 5

**Météo syndicale,** par J.-P. Germain, page 6

## International

**Tunisie: une révolution à venir,** par Wahed, page 7

**Barcelone: récupérons l'athénée,** par R. Pino, page 10

**Refusons toutes les violences,** par Pascal, page 12

**Roméo et Juliette au pays du PS,** par J.-M. Raynaud, page 14

## Histoire

**La Commune et l'anarchie,** par C. Fréjaville, page 15

## À lire

**L'anarchisme en Hollande,** par H. Lenoir, page 18

**À l'école du zapatisme,** par Daniel, page 19

**Les Italiens de la colonne Ascaso,** par T. Guilabert, page 20

**Barcelone 1931: la grève des loyers,** par R. Pino, page 21

## Illustrations

**Krokaga, Yan, Valère**

## AVIS AU PEUPLE !

Le Monde libertaire hebdo fait une pause de deux semaines pour laisser la place à notre nouveau numéro hors-série, présent dans les kiosques aux environs du 19 mars !

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdo, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdo, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdo, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Après l'uppercut de Macron, les droites de **Rebsamen**

**DÉCIDÉMENT**, rien ne semble pouvoir arrêter le gouvernement «socialiste» dans sa marche forcée contre les droits des travailleurs. Après le passage de la loi Macron à l'Assemblée nationale – rendu possible grâce au recours au désormais fameux article 49-3 –, voilà que le ministre du Travail, François Rebsamen, va présenter, fin mars-début avril 2015 en Conseil des ministres (pour un passage à l'Assemblée cet été), un projet de loi dite «travail» (et qu'on appellera désormais «loi Rebsamen»). La volonté affichée? Réformer le dialogue social en entreprise et légiférer sur le temps de travail... Le tout, avec la bénédiction du patronat, et en particulier du Medef. Petit déballage de ce nouveau cadeau que le gouvernement s'apprête à offrir aux puissants...

## «Réformer» le dialogue social

Cette prétendue réforme reprendrait quasi intégralement les propositions en la matière portées par le Medef lors de la négociation interprofessionnelle sur le dialogue social et la représentation des salariés. Cette négociation, entamée l'an passé (en octobre), s'est terminée le 22 janvier dernier sans aboutir à quoi que ce soit, le patronat ne souhaitant rien concéder aux syndicats de travailleurs. L'idée, c'est de revoir le fonctionnement des institutions représentatives du personnel (IRP) en entreprise, à savoir les délégués du personnel (DP), les comités d'entreprise (CE) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Lors de la négociation, les représentants du patronat ont demandé à ce que dans les boîtes de plus de cinquante salariés les IRP existantes disparaissent pour se fondre dans une nouvelle entité (diabolique?): le conseil d'entreprise. Cette transformation impliquerait que les élus du personnel soient moins nombreux et disposent de moins d'heures de délégation, et que le CHSCT perde certains de ses pouvoirs, notamment la possibilité pour lui d'aller en justice et de recourir à un expert indépendant payé par le patron. Le projet de loi Rebsamen reprend cette idée en voulant élargir aux entreprises de 300 salariés la délégation unique du personnel (DUP). Celle-ci – qui regroupe en une même entité les DP et le CE – existe déjà depuis 1993 pour les boîtes de 50 à 200 travailleurs; il s'agirait donc de l'élargir, mais aussi d'y faire entrer... le CHSCT, qui jusque-là demeurait en dehors de la DUP. Ce qui pourrait laisser penser que le gouvernement voudrait rogner sur ses prérogatives, notamment celles exposées ci-dessus. Le risque de voir dis-

paraître une instance à part s'occupant exclusivement de la question des conditions de travail et de la sécurité présenterait du pire pour les travailleurs dans les entreprises. Et pour que l'élargissement de la DUP aux entreprises de 300 salariés soit acceptable, il est impératif d'exiger que le CHSCT reste en dehors, demeurant tout à fait autonome.

## Augmenter le temps de travail

Dès 2011, Manuel Valls, aujourd'hui Premier ministre, parlait de vouloir «déverrouiller les trente-cinq heures». Rien d'étonnant, alors, à ce que le gouvernement socialiste, une fois au pouvoir, s'attaque à ce qui est partout présenté comme un frein à la croissance économique... La première attaque formelle remonte à 2013 et est déjà à «créditer» au sinistre François Rebsamen: il s'agit de la loi dite de sécurisation (ah ah), qui permet aux entreprises en difficulté «d'aménager (sic) le temps de travail et les salaires» pour une durée de deux ans. Faire bosser davantage les salariés pour des salaires moins élevés avant de les licencier, en somme. Une loi dont le ministre du Travail est tout à fait satisfait deux ans après, mais qu'il propose quand même... d'«assouplir». Ainsi s'exprimait-il le 4 mars dernier: «Je suis pour des assouplissements de l'accord de maintien dans l'emploi, qui a été une première avancée. Il y a trop de verrous.» Avant d'ajouter, pour calmer les pseudo-frondeurs du PS au taquet: «Mais c'est uniquement en cas de difficultés rencontrées par l'entreprise.» C'est que des rumeurs circulaient et circulent encore sur la teneur des assouplissements envisagés... Ainsi, le 14 décembre 2014, *Le Journal du dimanche* (JDD) – qu'on ne peut guère accuser de subjectivisme gauchiste – affirmait, dans un article intitulé «Après la loi Macron, la loi Rebsamen», qu'il pourrait désormais s'agir de permettre aux patrons d'augmenter le temps de travail, pour une durée limitée, dans le cadre de projets de développement de l'entreprise. Fini, donc, la condition «d'entreprise en difficulté», place aux «projets de développement» («décrocher un contrat», par exemple, dit le JDD). Possible qu'il ne s'agisse là que d'une simple rumeur, toujours est-il que, dans l'histoire des réformes du travail, le terme «assou-



plissement» n'a jamais rien signifié de positif pour les travailleurs. Et, sans parler de projets de développement, on peut facilement craindre qu'en souhaitant assouplir la loi de 2013 Rebsamen envisage d'augmenter le nombre d'heures ajoutées et la durée de cette augmentation. Un pas de plus vers l'abrogation de la loi Aubry...

## La riposte, elle est pour quand?

«Pour le 9 avril 2015», disent, de concert, la CGT et FO, qui appellent ce jour-là à une grève nationale et à des manifestations. «Dès aujourd'hui», dirons-nous, pour notre part. Nos droits n'ont pas à attendre que les bureaucrates des directions syndicales nous disent quoi faire et quand, au risque de continuer de se faire piétiner par le gouvernement. Sans, bien sûr, boycotter la journée du 9 avril (ce serait le comble de la stupidité, pour une fois que les buros appellent à une grève nationale), tâchons d'organiser dès maintenant des actions et des rassemblements contre ce nouveau projet de loi antisociale et de diffuser au maximum l'information, dans nos lieux de vie et de travail, dans nos syndicats, nos collectifs et nos associations, sur les atteintes à nos droits qu'il renferme.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la FA

# Si mon corps te fait **bander**, bande tes yeux !

**VENDREDI 13 FÉVRIER 2015**, un vendredi noir de plus s'ajoute à l'innombrable série des violences faites contre des femmes en Turquie. Le corps d'Özgecan Aslan (20 ans) est retrouvé en partie brûlé, deux jours après le signalement de sa disparition, à Mersin, dans le sud-est de la Turquie. Elle aurait été battue à mort alors qu'elle se défendait du viol dont elle était victime. Le 4 février en France, une étudiante de 22 ans a été violée dans le compartiment d'un train qui la ramenait à Melun, sous les yeux de nombreux voyageurs, personne n'a bougé. Les médias ne prêtent pas d'importance aux viols, ce ne serait que des faits divers.

Ce 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la Marche Mondiale des Femmes a démarré sa quatrième action internationale. Avec le slogan «*Nous resterons en marche jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres*», des femmes des 96 pays dans lesquels le mouvement est présent s'organisent pour continuer à dénoncer les causes qui oppriment et discriminent les femmes dans le monde entier. En même temps, dans les cinq régions, à travers un processus de formation politique féministe, un travail est mené afin d'identifier les menaces dont souffrent les femmes de chaque région, ainsi que pour construire collectivement les alternatives nécessaires pour édifier un monde plus juste. Cinq thématiques d'action : 1) justice climatique – souveraineté alimentaire, 2) violences contre les femmes, 3) montée des extrêmes – extrême droite et extrémismes religieux, 4) migrations et mondialisation, 5) travail des femmes et autonomie financière. Ce 8 mars, comme célébration du début de l'action, des militantes de tous les coins de la planète prennent les rues, élèvent leurs voix, leurs banderoles et jouent de la batucada pour une idée commune : «*Nous restons en marche*.»

Les féministes européennes donnent le départ de l'action internationale en appuyant les femmes Kurdes qui souffrent de la violence et de la militarisation qui se vit dans la zone d'une double façon : d'un côté, par le gouvernement turc, qui ne reconnaît pas leur droit à l'autodétermination, ni leur autonomie sur le territoire ; de l'autre côté, par l'intégrisme religieux de ce qui est appelé l'«*État islamique*», qui terrorise les populations de la zone, et atteint systématiquement les femmes, les dépouillant de tous leurs droits. Des centaines de femmes, de différentes parties du continent européen et d'autres conti-



nents, se sont réunies dans la ville turque de Nusaybin, au bord de la frontière syrienne, pour montrer leur appui aux femmes en lutte qui résistent chaque jour à la violence à laquelle elles sont exposées. Comme au début de l'histoire du 8 mars, les cris et les pas de cette lutte font toujours écho dans les rues du monde entier. Cette force révolutionnaire qui luttant contre les inégalités, le sexisme et toutes les sortes de violences, continue de grandir aujourd'hui et poursuit son chemin pour défendre toutes les valeurs humaines.

Ce début est également celui de la caravane féministe européenne qui parcourt le continent européen, depuis la Turquie jusqu'au Portugal, durant sept mois. Pendant tout ce temps, seront organisées de nombreuses activités, marches, rencontres avec des groupes de femmes, etc.

Cette journée du 8 mars, à Paris, était festive : des femmes de divers pays étaient au rendez-vous, des kurdes bien sûr pour dénoncer le féminicide, des turques aussi, des tunisiennes, des marocaines, des algériennes, des iraniennes, des irakiennes, des panafricaines, notamment. Mais aussi les Femmes enchaînées et enfoulardées par les

religions pour toutes les dénoncer, les Lesbians of Color en colère contre les meurtres de leurs soeurs, aux côtés des mouvements et associations féministes et pro-féministes qui s'engagent dans la marche mondiale des femmes de 2015, dont le Collectif national pour les droits des femmes, la Maison des femmes de Paris, Encore féministes, le Rajfire, Femmes pour le dire, Femmes pour agir, les Chiennes de garde, Femmes solidaires, le Collectif féministe contre le viol, Zéromacho, le MFPF, Africa, l'Inter-LGBT (du moins en partie), et Femmes libres sur Radio libertaire qui arborait sa bannière toujours très photographiée.

Bien sûr, qu'une journée de solidarité ne suffit pas pour abattre le système de domination patriarcal qui conditionne nos vies mais les féministes et les pro-féministes savent qu'elles et ils ont à mener une lutte quotidienne dans tous les champs sociaux, économiques et politiques. Résistance et liberté ! Car un autre monde est possible !

**Hélène**

*Groupe Pierre-Besnard  
Femmes libres sur Radio libertaire*

### Procès Bettencourt (suite)

C'est *Le Monde* qui nous le rapporte : Olivier Pelat, tuteur de Liliane Bettencourt, déclare à son propos que, « psychologiquement, elle est... euh, à l'ouest » et « complètement dans un autre monde ». Nous confirmons ; dans notre monde à nous, celui de la France très très en bas, nous ne l'avons jamais rencontrée. Normal, son monde n'est pas le nôtre, notre monde n'est pas le sien.

### Macron et le post-socialisme

Là c'est *Le Figaro* qui nous l'affirme sous la plume d'Yves de Kerdrel : « Emmanuel Macron se démène comme un diable pour essayer de déverrouiller tous ces règlements obsolètes installés par des gouvernements socialo-communistes, et de donner un peu d'air – mais si peu – à tous ceux qui souhaitent entreprendre, innover, et bien sûr, croître. » Et surtout en exploitant encore plus des travailleurs qui rechignent à accepter des mesures qui prétendent les renvoyer au XIX<sup>e</sup> siècle. Macron ? De la banque Rothschild aux prochaines funérailles du Code civil, en passant par le gouvernement socialiste, il nous offre au moins une chose : l'image de la décomposition accélérée de la gauche. Réveille-toi Jaurès, ils sont devenus fous.

### Jamais contents

Les patrons satisfaits des dispositions de la loi Macron imposées à coup d'article 49-3 ? Que nenni. À peine autorisée à ouvrir douze dimanches par an, la Fnac tente d'enfoncer le clou encore plus profond en demandant l'ouverture de ses magasins tous les dimanches. Et toutes les nuits c'est pour quand ?

### CDD à l'infini

Les « malheureux » patrons auraient de plus en plus recours aux CDD par « peur de faire une erreur en embauchant dans leur entreprise un nouveau travailleur ». Leur mauvaise foi semble leur faire oublier que dans le cadre d'une embauche en CDI, il existe toujours une période d'essai de deux à quatre mois. Ne serait-ce pas plutôt qu'ils préfèrent avoir à disposition une masse de salariés en CDD, licenciés à chaque fin de contrat, qu'en bons patrons ils souhaitent le plus court possible ?

# Retraités enragés !



« **DANS LA SOMME**, les organisations locales USR-CGT, UDR-FO, SFR-FSU, Unir-Solidaires, FGR-FP, LSR se sont rencontrées le 16 février. Elles appellent à une manifestation départementale le mardi 17 mars à Amiens : rassemblement à 15 heures, parvis de la Macu. Elles se joignent aux organisations syndicales nationales de retraités UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, SFRN-FSU, Unir-Solidaires, UNRPA-Ensemble et solidaires, FGR-FP et LSR, qui se sont rencontrées le lundi 9 février. » Un peu partout dans l'Hexagone fleurissaient dans la presse locale de tels communiqués. Grande mobilisation, donc, pour les retraités, dans l'unité syndicale. On espère que cela aura été plus qu'un marchepied pour les cantonales et le monde de la retraite ne se sera pas laissé rouler (outré mesure ?) dans la farine.

Car si le monde du travail est l'objet de nombreuses attaques, la situation des retraités se dégrade aussi : baisse du pouvoir d'achat, des conditions d'accès aux soins, report de la loi d'adaptation de la société au vieillissement, la liste est longue.

Revenons « un peu » en arrière. Au début XX<sup>e</sup> siècle, la notion de retraite telle que nous la connaissons actuellement n'existe pas. Manœuvre militaire ou mouvement de recul, moi, progrès social, non. Quand le gouvernement, en 1910, proposa une retraite à 65 ans, la moyenne de décès dans la population ouvrière était de 50 ans. Ce qui faisait dire à la CGT d'alors que c'était une prime à la mort !

N'empêche, le changement était en marche. Après avoir reconnu le syndicalisme et les organisations ouvrières, le patronat consentait à envisager que les salariés soient aidés dans la poursuite de leur vie en dehors du salariat. Mais, comme pour les congés payés en 1936 ce ne sera possible que par les luttes !

Historiquement, est-il besoin de le rappeler, une forme de retraite a toujours existé en tant qu'exception. La règle générale étant que la solidarité familiale prenne en charge celles et ceux qui ne pouvaient plus travailler. Quelques exemples historiques : dans l'Antiquité romaine, la paye de la retraite des légionnaires posait problème... Sous Auguste fut créé le Trésor militaire (*aerarium militare*) caisse de retraite des légionnaires alimentée par une taxe de 5 % sur les héritages et de 1 % sur toutes les ventes. Sûr que la plèbe devait recourir à la solidarité familiale quand elle existait !

Au Moyen Âge, le goupillon prit le relais du sabre... Dans certaines abbayes bénédictines, les serviteurs laïcs percevaient des pensions (argent ou nature) quand ils ne pouvaient plus exercer leur charge. Jusqu'à notre époque ont perduré aussi des associations d'entraide dans différentes corporations, comme celle de l'imprimerie, le tout se liant avec le mouvement syndicaliste à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Aujourd'hui, les revendications des retraités du XX<sup>e</sup> siècle sont les suivantes :

- La création d'un minimum retraite équivalent au smic pour tout retraité ayant une carrière complète.
- La mise en œuvre en 2015 de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement.
- La prise en charge par la Sécurité sociale de la perte d'autonomie.
- Le développement et le renforcement des services publics, en particulier dans le domaine de la santé.

Pour un autre monde, solidaire et sans exploitation !

Antoine Laverdure  
Cercle syndicaliste de l'Est parisien

## Plus enfoiré que moi tu meurs

Déjà qu'on pourrait se poser des questions sur des Restos du cœur pas prévus au départ pour se pérenniser et pallier à l'incapacité de l'État à nourrir toute la population d'un pays soi-disant développé; déjà qu'il fallait qu'on se farcisse les bêlements musicaux d'artistes millionnaires demandant à des smicards de donner du fric à des rmistes; voilà qu'en plus il faudrait prendre parti dans cette nouvelle querelle des anciens et des modernes provoquée par la dernière chanson de Jean-Jacques Goldman écrite pour les Enfoirés. Chanson dont le texte oppose les époques et leurs contemporains: c'était mieux hier avec les trente glorieuses (pour qui?), qu'aujourd'hui avec la crise (pour qui?), vieux (cons?) contre jeunes (cons?) Mettons les d'accords: il suffit simplement d'écouter (ou de réécouter) Georges Brassens: «Le temps ne fait rien à l'affaire, quand on est con, on est con, qu'on ait vingt ans qu'on soit grand-père, quand on est con, on est con.»

## Déjà pourris ?

Au jeune parti espagnol Podemos ça fait quand même un peu tache, quand on se présente comme parti anti austérité, et qu'on dénonce la corruption des partis traditionnels. Ainsi donc Juan Carlos Monedero se trouve-t-il quelque peu embarrassé pour s'expliquer sur les 425 000 euros reçus principalement du gouvernement vénézuélien. Et comme tout politique – même d'un jeune parti – Juan Carlos Monedero, le bien nommé (en espagnol, son nom signifie porte-monnaie) a bien du mal à convaincre lorsqu'il affirme que cet argent n'a pas servi à financer la création de Podemos. Ah que c'est dur la vie de politicien !

## Comme disait Blaise

Rencontre il y a deux semaines à Madrid d'une quarantaine de responsables socialistes, ou sociaux-démocrates, ou sociaux-libéraux (comment on dit maintenant?). But de cette rencontre: lutter contre le djihadisme, affiner une doctrine économique commune et contre-carrer les «gauches de la gauche». Constat des participants (dont Manuel Valls): «L'austérité n'a pas marché.» Sacré Valls, c'est pas tout à fait le même discours quand il est à Paris. «Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà», comme disait Blaise Pascal.

# Météo syndicale



**DRÔLE DE TEMPS...** Il y a quelques semaines, dans certaines gazettes, quotidiens et hebdomadaires confondus, ça sentait la poudre. On voulait en découdre, on déclarait *urbi et orbi* que les luttes sociales se multipliaient, que la place était faite pour le retour à des grèves pour les salaires. Sanofi, Renault, les routiers, les Aéroports de Paris, le climat social sortait de l'hibernation, de l'engourdissement causé par le filtre du 11 janvier. Mais voilà qu'un nouveau miroir aux alouettes apparaît dans le paysage: les cantonales. Ça s'active de partout, la droite et l'extrême droite se taillent des croupières et la majorité gouvernementale tente de sauver les meubles.

Pourtant, les divers états-majors des boutiques syndicales ont des projets tout pleins leurs cartons! En ce moment à Montreuil on célèbre les 120 ans de la CGT<sup>1</sup>. Dans les instances, on y va de belles déclarations. Ainsi Maryse Dumas: «Nous partons de l'idée que la CGT est toujours jeune des espoirs qui l'ont fait naître il y a cent vingt ans. Quels sont ces espoirs? L'idée de construire une société dans laquelle ceux qui vivent de leur travail puissent avoir une place reconnue, digne et dans laquelle on puisse vivre correctement de son travail, et une société solidaire, fraternelle, ouverte vers les autres et capable de faire du respect des différences une richesse.»

Vous avez, comme tout le monde, suivi les péripéties de l'annonce de la mort de Martin Bouygues. À l'AFP, la direction cherche à faire porter le chapeau aux salariés. À notre connaissance, seul le SNJ-CGT

a réagi en dénonçant, entre autres, un «rythme de travail intenable» au sein de la rédaction. Le coupable serait le PDG de l'AFP, Emmanuel Hoog, d'ailleurs candidat à la tête de France Télévisions: «Qui désorganise la rédaction de l'agence par sa gestion lamentable depuis des années? [...] Qui a amené l'agence à une situation financière catastrophique et taillé dans les moyens humains et techniques de l'AFP?» Beaucoup de questions à poser et, en ce moment, pas à Gattaz. Le *lider maximo* du Medef a d'autres chats à fouetter. D'après quelques indiscretions veant de ce qu'il conviendrait d'appeler le Dallas du patronat il y a du chambard chez les copains du gouvernement. Pour tenir compte des nouvelles régions administratives, Gattaz va chambouler les unions régionales du Medef. Y a sûrement des maroquins qui sautent. D'où l'ire des personnes concernées.

En attendant les nouvelles défaites électorales on peut toujours relire l'ABC syndicaliste de Georges Yvetot et méditer sur: «Entre les patrons et les ouvriers, il ne peut jamais se conclure un contrat au sens précis et équitable du terme.»

Jean-Pierre Germain  
Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

1. La nouvelle équipe dirigeante va-t-elle rééditer Pouget, Yvetot ou réhabiliter Griffhuelhes? Ah qu'il est bon de rêver!

Tunisie

# Une révolution à venir



**Wahed**

## L'exception tunisienne : ils ont voté et après ?

Au moment où les forces progressistes usées – en dehors d'un cercle restreint d'irréductibles – ont presque fini par croire que la dictature en Tunisie est inéluctable et irréversible ; alors que certains militants se sont suicidés, que d'autres ont disparu, que d'autres se sont résignés ou ont tourné leur veste... voilà qu'un fait divers (l'immolation par le feu, le 17 décembre 2010, d'un marchand ambulant a politisé Mohamed Bouazizi) crée l'événement : le réveil d'un peuple, en apparence acquis depuis des décennies aux dictatures respectives de Bourguiba et de Ben Ali et qui se soulève comme un seul homme, animé par un seul mot devenu magique : dégage !

Depuis, on a fait couler beaucoup d'encre, on parle de la « révolution du Jasmin », du « Printemps arabe » et d'« exception tunisienne » qui par contamination successive prétendent toucher tout le bassin méditerranéen, voire d'avantage. Pour beaucoup, les élections législatives et présidentielles d'octobre et de décembre 2014 ont représenté le couronnement de cette « exception tunisienne ». Qu'en est-il en réalité ?

Depuis le renversement du dictateur Ben Ali le 14 janvier 2011, la Tunisie constitue, en

effet, un laboratoire qui reste unique en son genre aussi bien et paradoxalement pour les puissances mondiales et les forces dominantes localement que pour le peuple qui aspire au bien-être social et à la liberté. Pour les premiers, elle est le terrain fertile à une nouvelle répartition du Pouvoir (les charognes politiques locales de gauche et surtout de droite – qui sont nombreuses et diverses – se livrent depuis le soulèvement de 2011 à une guerre fratricide de partage du gâteau, hypocritement pacifiées par un phrasé patriotique : on est tous Tunisie (Koulouna Tounis) – qui a précédé à un non moins démagogique : on est tous Charlie).

## Jeu et enjeu de pouvoir

En effet, les puissances mondiales qui ont toujours tenu sous leurs bottes l'économie tunisienne, œuvrent activement après le doute créé par l'effritement de leurs alliés dictateurs en 2010, à s'assurer du maintien de ce pays dans la barbarie du néolibéralisme du FMI, de la Banque européenne et de la Banque mondiale associés aux intérêts des pétrodollars du Qatar et de l'Arabie saoudite. La nouvelle stratégie inspirée de l'idéologie américaine du

Grand Moyen Orient consiste cette fois, non à soutenir les dictatures des pays en voie de développement – comme on nous a habitués jusqu'ici – mais à emprunter la voie démocratique des urnes.

Pourtant, ce qui jette un doute à la crédibilité des deux élections de 2011 et 2014 qui ont suivi l'Insurrection, c'est que les Américains et les Européens ont rencontré à plusieurs reprises respectivement et très officiellement – alors qu'ils n'étaient pas encore au pouvoir – aussi bien Rached al-Ganouchi, leader du mouvement islamiste d'Al-Nahda qui a emporté les élections de la constituante de 2011 que Beji Caïd el-Sebsi, l'actuel président de la république et leader du mouvement Nidaa Tounis qui a remporté les élections législatives de 2014. D'autre part, les deux leaders qui pourtant s'affichent comme des adversaires historiques se sont rencontrés à Paris (ben voyons!) avant ces élections pour négocier à l'amiable la répartition du Pouvoir. Ce n'est pas étonnant qu'ils gouvernent actuellement ensemble dans le sixième gouvernement d'Habib Essid (un ancien de Ben Ali), avec la bénédiction des puissances occidentales qui les félicitent en enfouissant le pays dans les dettes. En même temps, les biens mal acquis du dictateur Ben Ali et de sa famille et ses comptes bancaires continuent à fructifier en Occident et dans les pays du Golfe en toute impunité après quatre ans, au vu et au su de tous, y compris du gouvernement provisoire de 2011 à 2014 et a fortiori de celui de Nidaa Tounès aux commandes et dont certains leaders ont servi Ben Ali jusqu'à sa destitution... Aussi bien la Troïka, le président Moncef Marzouki que l'actuel Président et gouvernement n'ont cessé de vanter les mérites des Emirs du Qatar (qui salariait Marzouki) que de l'Arabie saoudite qui protège et abrite le dictateur Ben Ali. Un marché de dupes: ceux qui sont au pouvoir depuis 2011, vendent aux Tunisiens une phraséologie de manipulation qui cache leurs arrangements stratégiques avec l'ancienne dictature dans le cadre de l'alternance du pouvoir. Ces premiers faits dévoilent déjà que ces élections constituent une mascarade pour partager le pouvoir, faire taire le mouvement populaire, la liberté d'expression et les multiples mouvements sociaux qui ne se sont pas arrêtés depuis l'Insurrection.

### **Un État policier en convallescence!**

Tout en se félicitant que celle-ci n'ait pas donné lieu au maintien ou à un retour abrupt des dictatures comme dans le cas de la Libye, l'Égypte ou le Yémen, il faut relativiser le succès de cette Exception tunisienne, d'autant plus que les détenteurs du pouvoir actuel aussi bien dans leur version islamiste (Al-Nahda) que libérale (Nidaa Tounès) attendent beaucoup de la légalité du processus électoral pour instaurer une légitimité du retour à un État policier maquillé du vernis démocratique et de Dawlet al Mouassasset (l'État des institutions) dans un pays où l'armée ne peut pas

jouer facilement le rôle de roue de secours de la dictature civile.

Après quatre ans de tergiversations politiques, de magouilles et de tromperies de cinq gouvernements provisoires successifs orchestrés tous par le président provisoire de la République Moncef Marzouki et les islamistes à la tête de la Troïka (composée du Congrès d'Al-Takatoul et surtout d'Al-Nahda) qui par sa milice, la Ligue de protection (lire Trahison) de la révolution, a créé une ambiance de terreur et de violence étrangère aux habitudes tunisiennes du conflit dans le dialogue et de dialogue pour régler les conflits. À un moment où la police dite nationale est déstabilisée et convalescente après le départ de son maître et protecteur, les milices d'Al Nahda ont essayé de relayer au point qu'on parle de police parallèle qui aurait commandité les assassinats de deux leaders de la gauche tunisienne.

### **Les jeunes et les classes déshéritées ont compris la grande supercherie des élections. Ils ont refusé d'y participer, malgré les intimidations.**

Contrairement à l'Égypte et à tout le Proche-Orient, l'armée tunisienne, baptisée à juste titre «la Muette» est dans l'ensemble, une armée qui recrute dans les classes populaires et paysannes et qui historiquement est mise à l'écart des décisions politiques. Selon certains témoignages, le colonel Samir Tarhoumi ou pour d'autres, le général Rachid Ammar sous Ben Ali, ont refusé de tirer sur la foule insurgée. Par contre la police a joué, depuis l'indépendance en 1956, le rôle de chien de garde de l'État-parti au pouvoir. Mal payée, elle tirait ses principales ressources de la corruption généralisée qui sévissait en pratiquant l'arbitraire. De ce fait, les tentatives récentes d'en faire «une police républicaine» ont échoué. Elle continue à peser de tout son poids pour cacher la vérité sur les assassinats politiques pendant l'Insurrection (300 martyrs), ainsi que des militants de gauche Mohamed Brahmi et Chokri Belaïd en 2013, et à tirer avec ou sans ordre, sur ceux qui résistent. Le tir à la chevrotine (Al-Rach) en 2013 à Siliana sous le gouvernement de l'islamiste Ali Laraaeth sur des manifestants pacifistes et les derniers événements du 6 au 10 février 2015 à la frontière tuniso-lybienne et à Ben Guerdenne en particulier, où il y a eu un mort et plusieurs blessés, témoignent des bavures que la police continue à commettre dans l'actuel gouvernement qui se veut libéral. Malgré l'affirmation de certains policiers représentés maintenant dans plusieurs syndicats et qui «découvrent qu'ils peuvent être un peu plus au service du Peuple et un peu moins à celui de l'État» ne serait-ce que parce qu'ils ont fait, eux-mêmes, le frais

de la lutte contre le terrorisme salafiste des Défenseurs de la Foi (Ansar al-Charia et du parti d'Al-Tahrir légalisés tous les deux par les islamistes dits modérés d'Al-Nahda et de ses Sinistres de l'intérieur), ce corps est gangrené. Il reste inféodé et nostalgique à l'époque répressive de Bourguiba, de Ben Ali et s'est mis au service des islamistes au pouvoir de 2011 à 2014. Son actuel cheval de bataille est la promulgation d'une loi contre le terrorisme qui lui donnerait carte blanche pour bafouer davantage les droits de l'homme et torturer; phénomène qui n'a jamais cessé, selon Radia Nasraoui, animatrice de l'Association tunisienne contre la torture et défenseur des droits de l'homme.

### **Une voix pour se taire et se terrer**

C'est dans ce contexte que les élections législatives du 26 octobre 2014 ont eu lieu et pour lesquelles se sont déplacés, selon les chiffres officiels 68,36 % des inscrits – inscription volontaire et non automatique. Mais ne nous trompons pas, en comptant le nombre de votants potentiels et non d'inscrits volontaires, seulement le tiers de la population en capacité de voter, s'est déplacé réellement. Contrairement au triomphalisme et à l'impression de succès historique de ces élections chapeautées par l'ISIE – Instance supérieure «indépendante» (orchestrées par la Troïka et où les observateurs indépendants ne sont pas les bienvenus) des élections – et qui ont enregistré plusieurs irrégularités surtout en France, il faudrait dans un premier lieu saluer la maturité des abstentionnistes majoritaires représentés surtout par les jeunes, conscients qu'on leur a volé leur révolution et que les charognes politiques essayent de l'enterrer définitivement.

Les jeunes et les classes déshéritées ont compris cette grande supercherie des élections. Ils ont refusé d'y participer malgré les grands moyens déployés, les intimidations, le chantage du terrorisme et la campagne d'intoxication informationnelle à laquelle tous ont participé, y compris dans les rangs des militants – pourtant respectés – de l'extrême gauche et du Front populaire qui a obtenu 15 sièges en 2017 au Parlement «du peuple». Tout ça pour ça! Sans verser dans la gérontophobie, remarquons simplement que sous couvert d'enjeux électoraux, de jeu démocratique et de valorisation de l'expérience politique antérieure, les vieux politiciens reprennent la main sur le pouvoir. Il est risible de voir que la révolution des jeunes a enfanté le plus vieux président de la République Beji Caïd Sebsi qui a plus de 88 ans et qui était un inconditionnel du dictateur Bourguiba, son ex-ministre de l'Intérieur et l'ex-président du Parlement sous Ben Ali.

### **Et le peuple dans tout ça?**

Pour un pan important de Tunisiens qui aspirent au pain, à la liberté et à la dignité – les trois mots d'ordre de l'insurrection du



17 décembre 2010, cette «révolution» ouvrirait la voie à la possibilité de trouver du travail permettant de manger à sa faim, d'améliorer ses conditions de vie, d'accéder à la liberté d'expression et d'organisation, au bonheur, à la joie de vivre dans une société de kobi (morosité), gagnée par la « guigna » (le rien). Cette morosité et ce vide livrent la majorité de la population à la drogue tout court ou à la drogue religieuse des leaders et dealers enturbannés et de plus en plus costumés qui leur vendent – moyennant un djihad suicidaire dans un cas, un grand djihad de militantisme dans les partis et associations de « bienfaisance » dans beaucoup d'autres cas – un paradis clé en main avec ses vierges et son vin (oui mais seulement dans l'au-delà!) qui coule à flots dans des ruisseaux inépuisables.

Ce qui est grave et désolant c'est que même les partis de gauche laïcs – dits civiques pour ne pas faire peur aux religieux nombreux et ne pas tomber dans leurs pièges – ont abandonné ce front de la lutte idéologique qui tend à séparer la société civile de la société religieuse. Ils ont abandonné la lutte contre l'opium du peuple, satisfaits d'avoir obtenu des concessions des islamistes lors de la rédaction de l'actuelle Constitution. Celle-ci définit identitairement la Tunisie dans son premier article par son islamité et son arabité. Malgré la reconnaissance de certaines minorités (juive en particulier puisqu'il ne reste que 2000 personnes), elle reste intraitable vis-à-vis de ceux qui se réclament de la berbéricité ou de l'athéisme. Telle qu'elle est rédigée dans la Constitution, la liberté de conscience pour-

tant mentionnée, ne semble pas concerner ce dernier, et ceux qui s'en réclament risquent leurs vies par les bourreaux de l'État et par les islamistes.

### En attendant Godot

Ce sujet, pourtant essentiel dans le projet de société qu'on veut construire, ne concerne en réalité qu'une minorité des défenseurs des droits de l'homme. La plupart des Tunisiens sont obnubilés et ils ont raison – par le pouvoir d'achat en baisse, les produits de première nécessité en hausse, les soins auxquels ils ne peuvent plus prétendre, les logements qui manquent, les écoles insalubres en manque d'enseignants et de moyens de fonctionnement, l'illettrisme alarmant, les records des chiffres de chômeurs surtout parmi les diplômés, le terrorisme en pleine effervescence dans la montagne de Chaambi et ailleurs, un pays devenu un vrai dépotoir par la crise d'incinération des ordures et l'absence de politique communale (les municipales sont renvoyées aux calendes grecques), le poison des prêts conditionnés par l'application des réformes structurelles du FMI et qui est en train de conduire le pays sur les traces de la Grèce.

Tout ce mal-vivre rappelle aux Tunisiens qu'ils ne sont jamais tombés aussi bas, même sous la dictature. Il appelle aussi à rebondir pour une nouvelle insurrection qui devrait se transformer en révolution pour ne pas répéter une histoire malheureuse. La liberté d'expression – seul acquis palpable de l'Insurrection – et la libération des Tunisiens

de la peur des tyrans et des classes dominantes, associées aux conditions objectives, citées ci-dessus, favorisent radicalisation du mouvement social et la transformation de l'essai en réussite. La radicalisation signifie l'adoption d'une politique réaliste, non celle du Front populaire qui prône un capitalisme d'État national mais celle qui demande l'impossible : l'autogestion de l'économie et l'auto-organisation du peuple à la manière de la Commune de Paris permettant à chacun d'être responsable de chacun selon les principes de l'entraide kropotkinienne et du mutualisme et fédéralisme proudhoniens.

Pour cela, il me semble important de sortir du cadre étatique des luttes et de placer l'imaginaire au pouvoir au cœur d'un dispositif par une éducation libertaire à mettre en œuvre par les forces progressistes du pays en respectant leurs diversités. Les acteurs de telles perspectives sont principalement les chômeurs, les jeunes et les gueux des contrées oubliées de l'intérieur et des villes pauvres, associés aux courants radicaux du syndicalisme ouvrier (l'UGTT) et étudiant (l'UGET), aux mouvements de défense des droits de l'homme (LTDH), aux associations des avocats, aux associations de la société civile, aux journalistes indépendants et aux intellectuels fonctionnels. Il semble qu'en Tunisie les conditions sont remplies pour l'émergence d'une coordination libertaire et pacifiste qui accompagne et aide ces forces à se prendre en charge pour une transformation réelle de la vie.

W.

# Recuperem l'Ateneu

**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

«**RÉCUPÉRONS L'ATHÉNÉE** encyclopédique populaire», c'est le nom de la campagne lancée par Manel Aisa Pámpols<sup>1</sup> et ses camarades, bien décidés à obtenir enfin un local répondant aux besoins d'une structure permettant d'archiver une nombreuse documentation ouvrière et d'organiser conférences, débats et spectacles pour préserver et divulguer la mémoire sociale de Barcelone. La campagne a été lancée sous le double slogan de «*Papel Quemado*» (papier brûlé) faisant référence au saccage des locaux de l'AEP par les troupes franquistes et à la période 1939-1977, et «*Papel Mojado*» (papier mouillé, expression équivalente à «lettre morte») pour les années 1977-2014.

L'histoire de l'Ateneu enciclopédic popular (AEP) a déjà fait l'objet d'un article de Manel Aisa Pámpols, traduit dans *Le Monde libertaire*<sup>2</sup>. Rappelons simplement que l'AEP de Barcelone fut fondé en 1902 par des ouvriers et des intellectuels, passionnés de littérature, assoiffés de culture et ayant des visées pédagogiques et revendicatives envers la société en place. La déclaration de principe était la suivante : «*Le premier but de l'Athénée encyclopédique populaire est l'instruction de ceux qui, travaillant de leurs mains, en sont le plus privé, et ensuite la transformation en une véritable université populaire.*» Son objectif était donc clairement de conscientiser la classe ouvrière en ouvrant des bibliothèques et athénées populaires avec l'aide d'étudiants et d'artistes qui croyaient en l'instruction du peuple. C'est ainsi qu'on développa un large éventail d'activités : il y avait des sections littérature, beaux-arts, sciences naturelles, économie...

On y dispensait des cours du soir (grammaire, calcul, comptabilité, dessin industriel, solfège, piano...). Les activités sportives n'étaient pas délaissées : athlétisme, natation, lutte gréco-romaine, boxe (l'AEP fut le premier siège de la Fédération espagnole de boxe). Également des cours de gymnastique à destination des femmes afin d'en préserver «*la santé, la jeunesse et la beauté*», sans oublier la pratique pour tous du naturisme et du nudisme avec le groupe des Amics del Sol (Amis du soleil), organisateurs de randon-

nées... Jusqu'aux années 1930, l'AEP eut un rôle prépondérant dans les luttes urbaines. Son siège abritait groupes clandestins et syndicats (CNT). L'AEP regroupait ainsi ce qu'on pouvait qualifier de «gauche démocratique et laïque», ce qui allait de l'anarchisme au catalanisme et au républicanisme. Son fonctionnement était uniquement financé par les cotisations de ses adhérents. À noter à ce sujet que, dans les années 1920 et 1930, il compta jusqu'à 25 000 membres (pour celles et ceux qui aiment les comparaisons, à la même époque le Football Club de Barcelone, le fameux Barça, n'avait que 3 000 supporters!).

---

**Dans les années 1930, l'AEP comptait 25 000 membres quand le F.C. Barcelone n'avait que 3 000 supporters.**

---

## Influence de l'AEP

L'Athénée fut aussi une référence dans les milieux culturels. En 1935, il organisa au Théâtre de Barcelone une soirée en hommage à la révolte des Asturies qui avait eut lieu l'année précédente ; soirée animée par la comédienne Margarida Xirgu et Federico García Lorca, qui y déclamèrent des poèmes. Outre ces deux personnalités, et sans compter la multitude d'ouvriers adhérents, nombre d'intellectuels et politiques fréquentèrent l'AEP ; citons simplement : Eladi Gardó étudiant en philosophie et Francesc Layret, étudiant en droit, tous deux fondateurs de l'Athénée, León Felipe le poète, Lluís Companys, avocat et futur président de la Generalitat<sup>3</sup>, Andreu Nin et Joaquín Maurín, membres de la CNT et futurs fondateurs du Poum<sup>4</sup>, Victor Alba, membre lui-aussi du Poum et rédacteur en chef de son journal *La Batalla*, Angel Pestaña et Salvador Seguí, membres et dirigeants de la CNT de Catalogne, Carles Fontseré, célèbre affichiste et créateur du logo de l'AEP, et beaucoup d'autres personnalités libertaires ou de la sphère progres-

siste. La première vie de l'AEP s'interrompt le 26 janvier 1939 quand, au bout de près de trois ans de guerre civile, les troupes de Franco entrèrent dans Barcelone. Le premier édifice non officiel qui sera occupé par la soldatesque fasciste sera celui de l'AEP. Les quatre étages du siège et les meubles seront saccagés ; les livres et la documentation seront jetés dans la rue pour y être brûlés dans la tradition des autodafés de l'Inquisition et des systèmes totalitaires. Les franquistes inauguraient ainsi la purge culturelle et idéologique qui allait s'étendre à tout le pays, mettant à exécution la menace que le général factieux Emiliano Mola avait proférée au début du soulèvement fasciste : «*Il faut en finir avec la culture ouvrière.*»

## La seconde vie de l'Athénée encyclopédique populaire

Il faudra attendre 1977 (deux ans après la mort du dictateur Franco) pour voir renaître l'AEP, qui occupera successivement différents locaux dans Barcelone, en attendant la restitution de son siège. Restitution non effectuée à ce jour, malgré un accord intervenu en 2009 puis ratifié en 2011 entre les responsables de l'AEP et la Ville de Barcelone, qui s'engageait à attribuer un local dans le quartier du Raval<sup>5</sup>, et ceci avant la fin de la mandature du maire Jordi Hereu (socialiste), auquel a succédé depuis, Xavier Triás (social-libéral). Officiellement d'après ce dernier, si l'accord approuvé à l'unanimité en mai 2011 n'a pas encore été concrétisé, c'est par «*manque de locaux adéquats*», ceci malgré le fait reconnu que l'AEP est l'institution de mémoire sociale la plus ancienne de Catalogne. On y conserve actuellement 25 000 livres et 12 000 journaux et documents de grande valeur historique et artistique, une abondante documentation libertaire, syndicale et républicaine. On y conserve aussi la dernière lettre écrite par le guérillero Quico Sabaté, des dizaines de livres de la bibliothèque personnelle de Francisco Ferrer i Guardia et ayant servi à la fondation de son École moderne ; tout cela se trouve pour le moment dans un appartement

trop exigü situé 26, passage Sant Joan, au-dessus de la bibliothèque Arus. Également, bien sûr, des affiches éditées pendant la période 1936-1939, ainsi que de nombreux récits et témoignages, écrits de prisonniers républicains dans la période post-guerre; sont aussi conservées là les archives du MIL (Mouvement ibérique de libération), groupe armé anarchiste auquel appartenait Salvador Puig Antich, un des derniers exécutés par garrot vil sous Franco en 1974. Bref, toutes ces archives se trouvent actuellement dans un appartement mal adapté, mal protégé, et qui fut d'ailleurs cambriolé en 2012<sup>6</sup>; parmi les objets dérobés figuraient plusieurs originaux dont la célèbre affiche due à Pere Catalá i Pic: «Aixafem el feixisme» (écrasons le fascisme).

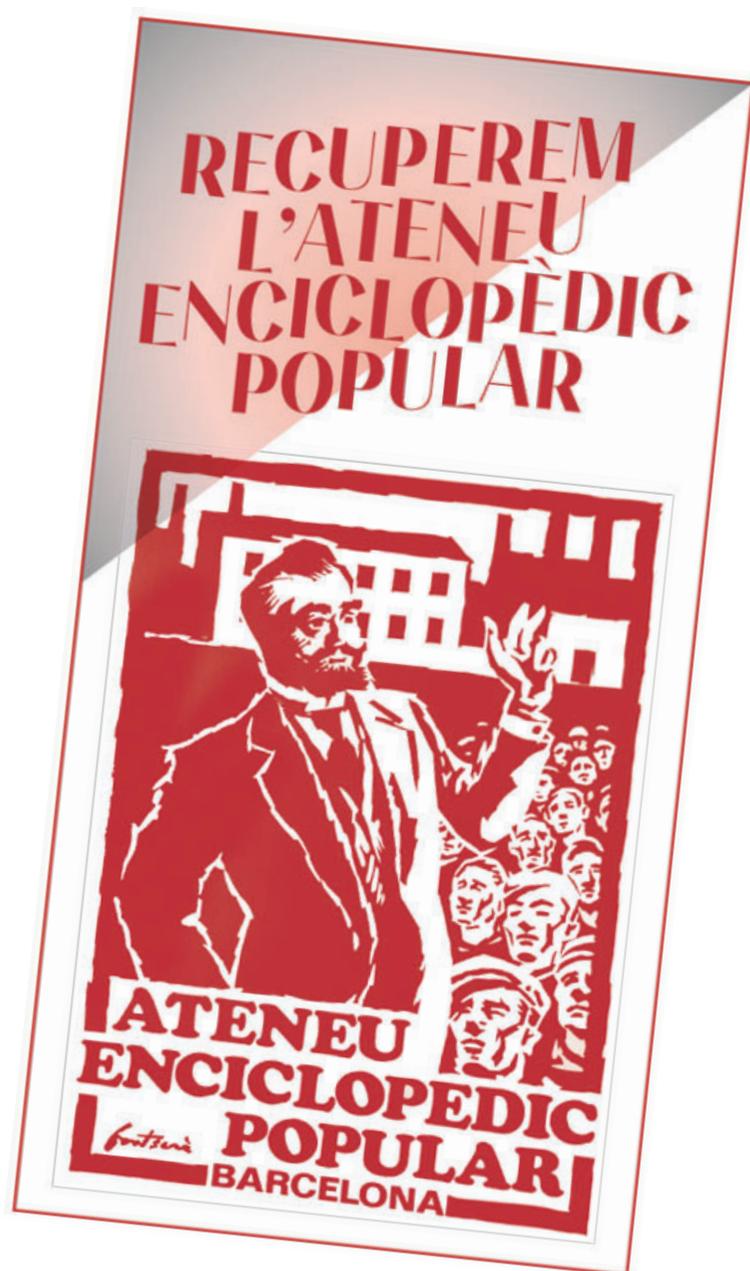
## Le général factieux Emiliano Mola: « Il faut en finir avec la culture ouvrière ! »

### Quarante ans de spoliation

2015: quatre décennies de «démocratie» n'ont toujours pas été suffisantes pour donner à cette entité de la mémoire sociale un siège répondant à ses besoins. Les promesses d'un maire de centre-droit succèdent aux promesses d'un maire de gauche. En quoi consistaient ces promesses? La mairie de Barcelone s'était engagée à fournir à l'Athénée encyclopédique populaire un local pour son siège d'une superficie de 750 à 1 000 m<sup>2</sup>, comprenant au moins un rez-de-chaussée, le tout pour un loyer annuel de 650 euros environ, et devant être situé dans Ciutat Vella (la vieille ville) ou tout proche (le quartier historique du Raval faisant partie de Ciutat Vella). Paroles, paroles, mais rien ne bouge. Les animateurs de l'AEP, las d'attendre, ont donc décidé de lancer cette opération «Récupérons l'Athénée» le 26 janvier, date non fortuite puisqu'elle correspond à l'entrée, soixante-seize ans auparavant, des nationaux<sup>7</sup> dans Barcelone. Hasard des circonstances, la municipalité inaugurerait le 7 février dernier le nouveau Museu de les cultures del món (musée des Cultures du monde, un peu l'équivalent du musée des Arts premiers à Paris). Tout le gratin de la bourgeoisie catalane et l'équipe municipale étaient évidemment présents. L'occasion était donc trop belle pour Manel Aisa Pámpols et ses camarades d'organiser un rassemblement devant ce nouveau musée et de leur rappeler les promesses non tenues. Plus d'une centaine de manifestants armés de pancartes et de sifflets ont apostrophé le maire en lui rappelant qu'«on ne peut pas parler de cultures du monde et abandonner l'institution de culture ouvrière la plus importante de la ville».

### Épilogue?

Devant la détermination de celles et ceux qui n'oublient ni le passé ni les accords



signés en 2011, les responsables de l'AEP ont été reçus en urgence à la mairie de Barcelone par le conseiller municipal à la culture, Jaime Ciurena, flanqué des conseillers à l'habitat et au patrimoine. Après d'âpres et longues discussions, de nouvelles propositions ont été faites. «Miraculeusement» sont apparus et ont été proposés deux locaux distants chacun de cinquante mètres et situés tous les deux dans le quartier du Raval. L'un de 270 m<sup>2</sup> dans un immeuble neuf, l'autre de 400 m<sup>2</sup> plus un patio. Les négociations continuent pour éventuellement retenir l'un des deux ou attendre d'autres propositions, mais on peut faire confiance à nos camarades: ils ne lâcheront rien et récupéreront un local digne de ce nom pour en faire le siège de l'Athénée encyclopédique populaire. **R. P.**

1. Président de l'Athénée encyclopédique populaire et auteur d'articles et ouvrages sur les luttes

sociales à Barcelone. Dernier livre publié: *La huelga de los alquileres y el comité de defensa económica* (La grève des loyers et le comité de défense économique).

2. Voir *Le Monde libertaire* hors-série n° 43 (22 décembre 2011 au 22 février 2012).

3. Gouvernement de la Catalogne.

4. Parti ouvrier d'unification marxiste (communistes non stalinien).

5. Anciennement surnommé Barrio Chino (quartier chinois). Quartier «chaud» de Barcelone, célèbre pour ses tavernes, ses prostituées, ses artistes (notamment Picasso) ou ses héros de romans (comme le détective privé Pepe Carvalho de Manuel Vázquez Montalbán)... C'est également dans ce quartier qu'en 1923 fut assassiné par les pistoleros du patronat le leader cénétiste Salvador Seguí.

6. Voir *Le Monde libertaire* n° 1662 (du 1<sup>er</sup> au 7 mars 2012).

7. Les partisans du putsch militaire antirépublicain étaient communément dénommés «los nacionales» (les nationaux) par les républicains antifascistes.

# Refusons toutes les **violences**, y compris celles de l'État

**Pascal**

Émission *Ras les murs*  
sur *Radio libertaire*

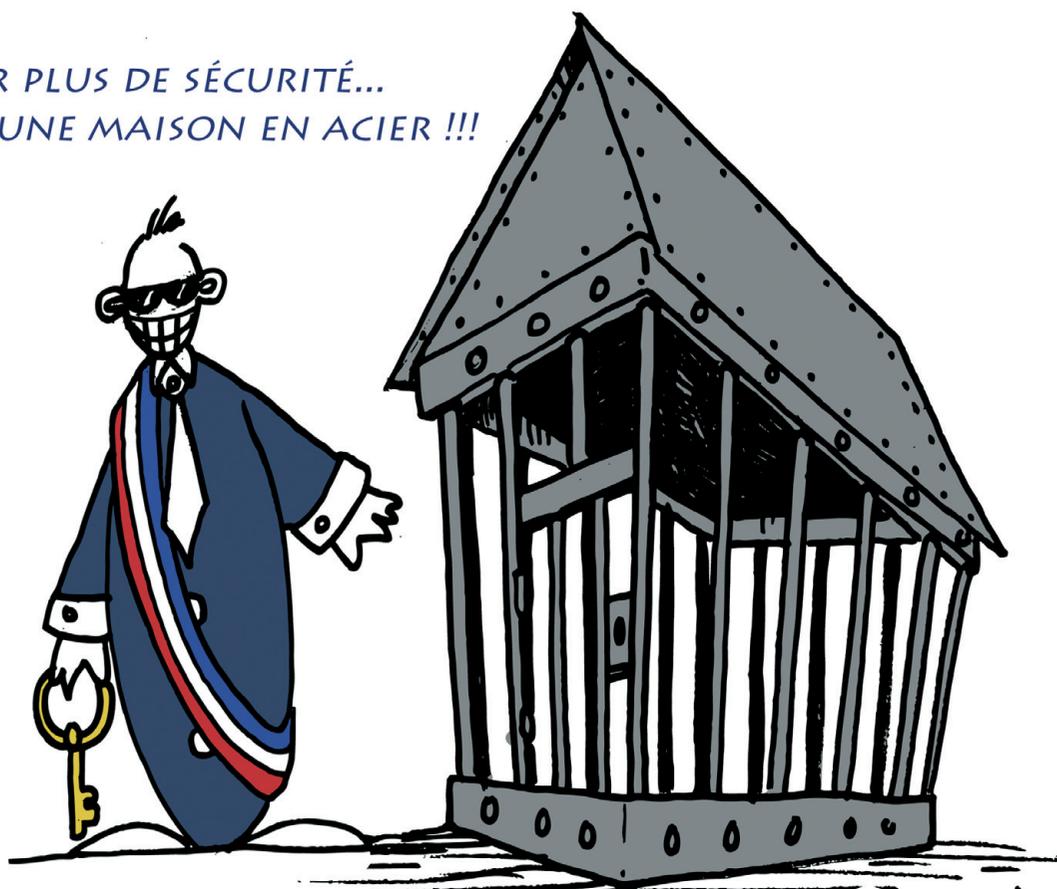
**APRÈS L'HORREUR** que nous avons vécue, les Français, comme beaucoup de gens à travers le monde, se sont unis pour manifester leur indignation, leur refus de la peur et de la barbarie et leur respect de la liberté. Main dans la main, le peuple, les États, les forces de sécurité ont montré qu'ils étaient unis face à l'inacceptable. Comme cela s'est beaucoup dit, la république s'est élevée contre le terrorisme, le djihadisme, l'islam radical et tous les extrémismes.

Pourtant, je ne peux m'empêcher de penser que c'est bien au nom de cette même république, à travers ses classes politiques, que se banalisent et se diffusent les propos de l'extrême droite. Que c'est bien au sein de cette république que nous avons vu fleurir la Manif pour tous avec son cortège d'intolérance et de nationalisme. Que c'est bien cette république qui secrète tant d'inégalités sociales et économiques. Que c'est bien cette république qui discrimine, rejette, abandonne, réprime, punit les plus démunis, les plus pauvres, les plus fragiles. Rappelons-nous cette phrase de Proudhon qui dit : « La république n'est qu'une monarchie déguisée. »

J'ai vu tant d'êtres humains me raconter la même histoire. France « terre d'accueil » leur a-t-on dit ! Eux, qui ont vu leurs parents se faire exploiter pour des salaires de misère et se tuer au travail. Eux, qui ont connu la pauvreté et le dénuement. Eux, qui n'ont pas eu la chance d'être soutenus dans leur scola-

rité, intellectuellement, moralement, matériellement. Eux, qui pour beaucoup ont connu une éducation sévère, maltraitante, ou encore, qui en ont été dépourvus. Eux, qui ont connu le monde de la rue. Eux, qui ont été installés dans nos ghettos urbains. Eux, qui livrés à eux-mêmes n'ont pu s'appuyer que sur leurs frères de galère et de misère. Eux, qui ont cherché à survivre à tout prix alors que tout près d'eux certains avaient tout le confort nécessaire et d'autres, la richesse. Eux, à qui tous les médias ont fait croire que l'argent pouvait faire le bonheur. Eux, qui ont connu l'échec et l'exclusion du système scolaire. Eux, qui ont connu trop tôt les commissariats, les bureaux des juges et les tribunaux. Eux, qui se sont vus discriminés à l'embauche parce que pas assez blancs et trop délinquants. Eux, à qui l'on a sans cesse signifié par nos codes, nos normes, nos peurs de l'étranger, nos ethnocentrismes, qu'ils étaient des indésirables, des irrécupérables. Eux, à qui nous avons infligé tant d'années de prison. Eux, à qui nous avons ajouté de la peine à la peine. Eux, que nous avons punis pour avoir voulu survivre à n'importe quel prix. Eux, qui doivent vivre avec tous ces stigmates de l'exclusion, de l'enfermement et du jugement. Eux, qui payent aujourd'hui, non pas pour les déboires d'un jour ou d'un moment mais, pour une vie entière de galères. Eux, qui ont trop souvent crevé dans la misère et la vio-

POUR PLUS DE SÉCURITÉ...  
ACHETEZ UNE MAISON EN ACIER !!!



Valère.

lence. Comment ces femmes et ces hommes peuvent-ils se sentir aimés et considérés par notre société? Est-ce à ces femmes et à ces hommes de demander pardon pour leurs fautes et de payer pour elles? Qui a vraiment joué son rôle dans tout ça? La famille? L'école? La société? Le monde du travail? Les partis politiques? Et que sais-je encore? Ce qui est certain c'est que les services sociaux, la justice, la police, la prison, eux, ont joué leur rôle. Eux, ont bien été là... Ne pourrions nous pas, plutôt que de redoubler de suspicion, saluer toutes ces femmes et tous ces hommes qui, malgré tous ces vécus, ne sont pas devenus des Merah, des Coulibaly ou des Kouachi. Au final, quel est le message renvoyé par notre société? Est ce le suivant? «*Quand tu es dans la merde, ne compte pas sur moi et surtout, pense bien à fermer ta gueule!*»

Certes, nous pouvons tous nous accorder sur le fait qu'aucune souffrance ne peut légitimer le recours à la violence. Mais, je fais partie de ceux qui souhaitent qu'au lendemain de ces événements tragiques nous parlions plus d'égalités sociales que de sécurité. Je souhaite que tous ceux qui ont été abandonnés par notre société, et particulièrement les plus jeunes, soient abreuvés par d'autres discours et d'autres valeurs que celles des illuminés, des radicaux, des intégristes et des extrémistes de tous poils. Extrémistes sur lesquels la plupart des politiciens font reposer la faute pour se dédouaner de leurs responsabi-

lités. Je fais partie de ceux qui souhaitent que la mobilisation sans précédent qu'a connu notre pays ne soit pas un chèque en blanc donné aux politiciens pour nous servir le seul discours de l'ordre, de la sécurité, de la psychose et du paternalisme infantilissant. Nous entendons de ci, de là nos politiciens qui y vont de leur discours sécuritaire. Les uns veulent le retour à la double peine (Fillon), les autres souhaitent que l'on abandonne certaines de nos libertés et de nos droits au nom de la sécurité (Claude Guéant), ou encore, que soient multipliés les recours à la vidéo-surveillance et à la cyber-surveillance. Il y a aussi ceux qui souhaitent le retour du service militaire et, plus de policiers, de gendarmes et de militaires dans nos rues. Et puis, il y a ceux qui souhaitent que soit créés en prison des quartiers réservés aux intégristes. Et pourquoi pas rétablir les QHS pendant que nous y sommes? Écarter les plus radicalisés du reste de la population carcérale ne fera qu'accroître les tensions en désignant des boucs émissaires et des martyrs. De plus, cela ne règlera pas le problème de ceux qui sont en manque d'opportunités, de valeurs, de reconnaissance, d'assurance, d'équilibre et de sécurité intérieure. Ceux qui ont toujours rencontré le mépris et l'indifférence sont souvent les plus en proie au mépris de la vie. Quand on nous a longtemps fait comprendre que notre existence, notre identité n'avaient aucune valeur, la vie des

autres finit également par ne plus en avoir. Oui, rien ne justifie la violence. Mais, rien ne justifie non plus la violence ordinaire de l'état.

Le combat d'aujourd'hui n'est pas politique, il est politique. Il est celui de chacun dans son quotidien, dans son environnement immédiat, dans son quartier, dans sa ville. Si nous avons été Charlie, c'est parce que Charlie est sans concession avec l'extrémisme religieux et le pouvoir étatique. C'est parce que Charlie, en tant que libertaire, défend la liberté, envers et contre tous. Les 4 millions de personnes qui ont battu le pavé le dimanche 11 janvier ne doivent pas se désaisir de leur voix, de leur détermination, de leur engagement et de leur esprit critique, pour s'en remettre aveuglement aux décisions de l'État. Car, si l'État incarne aujourd'hui la place du sauveur face aux bourreaux de l'extrémisme, il va vite y trouver là, l'occasion et, plus encore, une justification pour restreindre un bon nombre de libertés. Comment concevoir alors la défense de la liberté par la restriction des libertés? Quand demain nos libertés seront menacées par cet État sauveur, y aura-t-il toujours 4 millions de personnes dans la rue pour les défendre?

Il y a une phrase qui s'inscrit dans le sens de ce propos et qui le résume à coup sûr. Une phrase qui prend tout son sens aujourd'hui, c'est tout simplement : ni dieu ni maître. **P.**

Pays basque

# Roméo et Juliette au pays

## du « **socialisme** » déconcertant !



**JAKILÉA (LE TÉMOIN)**<sup>1</sup> est le bulletin trimestriel du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays basque. C'est une super revue. « Juste » droits-d'homme en Pays basque et ailleurs. Sa présidente, Annie Arroyo, est une lionne. Nous nous sommes rencontrés lors d'innombrables procès.

En général, ce genre de publication militante fait dans l'austère et manque cruellement de poésie. C'est souvent mortifère, infos terribles, langue de bois, souffrances, souffrances... Jakiléa échappe à la règle et Annie Arroyo n'y est pas pour rien. C'est une lionne au grand cœur, irrésistible, du genre tu signes tout de suite et tu gagnes du temps. À la moindre injustice, elle défouraille. Elle sort les griffes. Elle se bat. Mais toujours avec une bonne dose d'humour, sauf quand il s'agit d'amour, d'amitié et de poésie. Là, la lionne devient tigresse. Qu'on en juge avec ces extraits d'un article qu'elle a écrit dans Jakiléa n° 114 de mars 2015 et dont elle nous autorise la reproduction.

« Lui, il s'appelle Alejandro. Un grand brun, œil de velours et front décidé.

Elle, elle s'appelle Eider. Jolie comme un cœur. La frange brune coupée court. Un sourire de petite fille. Un air à la fois déterminé et fragile. Ils se sont mariés il y a deux ans. En prison.

Eider et Alejandro sont basques. De ces Basques qui agacent les autorités espagnoles et françaises avec leur entêtement à vouloir libérer leur patrie...

Tous deux ont été arrêtés en France pour appartenance à la lutte armée. Elle en 2010, lui en 2011. Elle a écopé de six ans. Lui, jugé en novembre 2014, de huit ans. Elle est sortie en mai 2014 avec une interdiction définitive du territoire français.

Palais de justice de Paris, vendredi 21 novembre 2014. Le procès d'Alejandro et de ses trois camarades va commencer. Eider est là. Venue de Bilbao, malgré l'interdiction de séjour. Pendant les suspensions de séances, on permet aux familles et aux amis de s'approcher des accusés. Ils ont pu échanger quelques mots. Se tenir la main. Pas plus. Mais c'était quand même du bonheur... Quand à rêver d'un bébé !

Le procureur l'a reconnue. Elle est arrêtée. Comparution immédiate... Des cas semblables se sont déjà produits. Généralement, ce sont des remontrances. Parfois une amende de 200 euros. Et un retour systématique à la frontière.

Le juge a condamné Eider à huit mois de prison fermes.

Eider est aujourd'hui à Fresnes. Son amoureux à Lyon Corbas... »

ETA a arrêté définitivement la lutte armée il y a trois ans. Pour se consacrer à la seule lutte politique. Un processus de paix a été engagé sans écho aucun auprès des gouvernements espagnols et français. La honte à ces deux gouvernements. La honte à ce procureur de merde et à ce juge de merde qui ont punis Roméo et Juliette au seul motif qu'ils s'aimaient. La honte à ce gouvernement français, soi disant socialiste, de merde.

Courage à vous les enfants, chers camarades. Votre amour sera toujours plus fort que tout. Roméo et Juliette sont éternels. Le capitalisme et ses larbins, non ! Gora Euskadi !

**Jean-Marc Raynaud**

1. Jakilea, CDDHPB, MVC Polo Beyris, 64100, Bayonne, abonnement annuel, 10 euros.



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## La Commune et l'anarchie



**Claude Fréjaville**

**ALORS QUE** la Révolution de 1848 était restée une révolution politique comme elle le démontra lors des journées de juin en réprimant la révolte ouvrière, la Commune de 1871 fut une première tentative de Révolution sociale et démocratique, ôtant toute prétention à une Révolution parlementaire et au Gouvernement national. Aussi, les anarchistes doivent se souvenir du 18 mars, comme une date importante de leur histoire.

Cela dit, la Commune conserva une forme ambiguë et des orientations divergentes, issues des divers partis en présence. « Bien qu'ils aient voulu se différencier, ils furent tous des socialistes, » écrivait Lissagaray, mais ces socialistes se divisaient, en un courant démocratique et social, attaché au mouvement ouvrier naissant, en rupture avec les partis politiques et en un courant révolutionnaire issu des clubs répu-

blicains. Ces derniers étaient constitués d'une base populaire activiste, affichant un radicalisme politique dont le blanquisme sera la plus célèbre formation. Mais, ce sont les anarchistes proudhoniens qui apporteront les idées qui domineront toutes les grandes manifestations et qui ébranleront le Second Empire jusqu'à la Commune de 1871. Que fut alors la Commune ? Était-ce une dictature qui devait annoncer celle du prolétariat ? Était-ce la réalisation de l'abolition de l'Etat ou la dernière révolution de tendance jacobine ? Était-ce la folie collective d'une population affamée par le siège de la capitale ? Une fête surréaliste ou un ultime sursaut patriotique ? Serait-ce une manifestation parisienne de la bohème ou l'exaltation nationaliste d'une capitale outragée par l'ennemi ? Ces interrogations ont fait l'objet de nombreux écrits et de savantes discussions, mais à force de vouloir



imposer une explication globale à partir de points de vue exclusifs on est parvenu à oublier l'essentiel d'une réalité historique qui mérite d'être clairement relevée.

La Commune fut certes complexe, parfois floue, souvent contradictoire, tout comme les hommes qui s'en réclamaient, mais l'historien est parfaitement capable d'en donner une signification, à condition de prendre la mesure des faits en toutes proportions gardées. Or, cette précaution a largement fait défaut aux commentateurs, même lorsqu'ils s'en défendent, et l'évènement a échappé à sa propre histoire et à la barbe de ses témoins.

Nous ferons remarquer, par exemple, que l'influence proudhonienne si unanimement soulignée par la plupart des commentateurs n'a pas fait l'objet de recherches approfondies. Jean Bancal s'étonnait, à juste titre, de l'absence de spécialiste de la pensée de Proudhon parmi les grands historiens de la Commune. Certes, proudhoniens, blanquistes et jacobins s'entendaient sur l'idée communaliste, mais sur la base d'un compromis révolutionnaire, car deux méthodes divergentes apparaîtront rapidement au sein du Conseil communal entre autoritaires et libertaires. Vouloir nier ce fait, comme beaucoup d'historiens ont prétendu le faire, à la suite de Jacques Rougerie, qui écrivait dans « Le procès des communards » : « Qu'on aille pas chercher en tout cela la moindre trace d'un quelconque proudho-

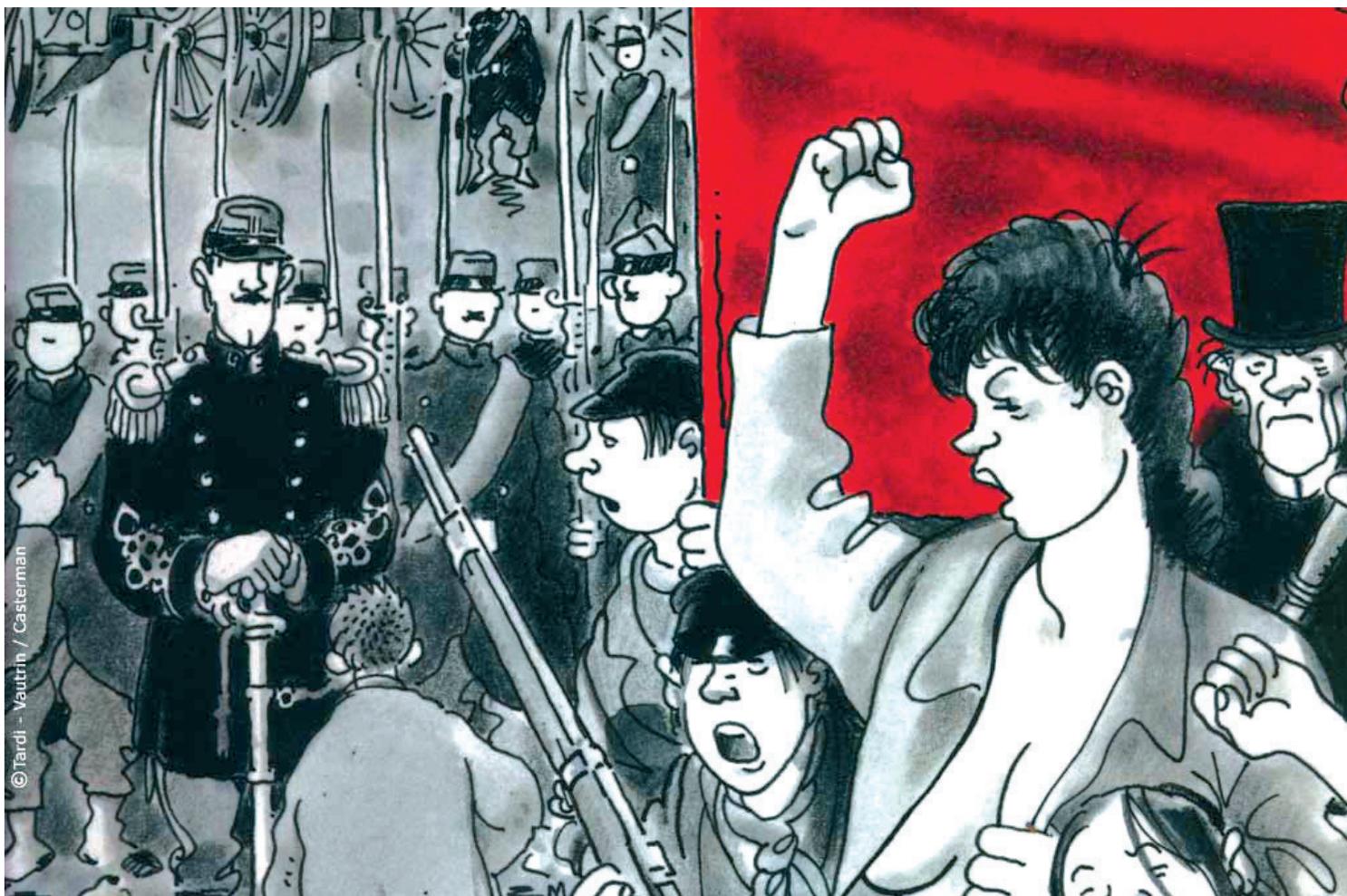
nisme ! Car c'est tout bonnement la résurrection du programme qui avait été celui des sans-culottes de 92 et 93 », nécessite de ne pas tenir compte des divisions prononcées par les antagonistes eux-mêmes pendant et après la Commune.

Comme l'a parfaitement montré Jules Andrieu, certaines paralysies révolutionnaires seront consécutives aux innombrables débats qui agitaient ces deux groupes, dont le jeu complique, en effet, la tâche des historiens. Mais, il n'est pas permis de nier la présence d'un courant séparatiste et fédéraliste porteur d'un projet socialiste antiautoritaire. Au lendemain de l'insurrection, un des tous premiers historiens : Jules Claretie, écrivait à propos des communards qu'ils : « Se divisaient en deux sectes distinctes : l'école de la tradition jacobine, que représentaient Félix Pyat et Delescluze, et, si je puis dire, l'école de l'anarchie en littérature, personnifié par M. Jules Vallès, n'admettant ni règles, ni traditions, ni maîtres, ni modèles, ni souvenirs. » Il est, dès lors indispensable de tenir compte de cette division - au-delà de la caricature qu'en donne Claretie, évidemment - avant d'aborder la question du sens à donner à la Commune de Paris. Par ailleurs, il convient de replacer ce conflit, au regard de l'évolution des courants socialistes révolutionnaires, notamment dans l'Internationale.

Loin de vouloir minimiser l'inspiration populaire, l'esprit parisien et le souvenir si

vivace de la Grande Révolution qui inspira dans l'expression même l'idée de Commune, thèse de Jacques Rougerie, et loin de vouloir nier le radicalisme républicain et la volonté décentralisatrice de ses représentants provinciaux, soulignés par Jeanne Gaillard, nous pensons devoir insister sur la dynamique socialiste révolutionnaire fédéraliste qui marque l'évènement communaliste. Peut-on sérieusement s'interroger sur la Commune, sans avoir relu les pages que Proudhon a consacrées à ce sujet dans ses dernières œuvres. Les Contradictions politiques paraissent en 1870 et on pouvait y lire : « La Commune sera souveraine ou succursale, tout ou rien. Faites-lui part aussi belle que vous voudrez : dès l'instant qu'elle ne relève plus de son droit propre, qu'elle reconnaît une loi plus haute ; que le grand groupe qui a nom de République, la monarchie ou l'empire, dont elle fait partie, est déclaré son supérieur, non l'expression de ses rapports fédéraux, il est inévitable qu'un jour ou l'autre elle se trouve en contradiction avec lui, que le conflit s'élève. » C'est ce que fit Paris le 18 mars 1871 !

Des mouvements opposés s'étaient rassemblés à l'occasion de la lutte contre l'Empire et se trouvaient en rupture avec l'opposition politique parlementaire, mais, comme l'écrivait Edmond de Pressense dans la Revue Des Deux Mondes du 10 juin 1871, la Commune fut réduite à :



« Proclamer Paris libre à défaut de Paris dictateur ». Car, ni les autoritaires : blanquistes et jacobins, ni, les antiautoritaires devaient se satisfaire de la seule autonomie communale, qui n'achevait pas l'idée de Révolution, mais satisfaisait provisoirement toutes ces tendances. Paris libre, était aux yeux de tout le monde une étape qui devait entraîner une révolution plus générale, et même Lissagaray en écrivant *Les Huit journées de mai* déclarait vouloir : « l'avènement d'un droit nouveau le droit économique, ayant pour drapeau la République fédérative. » Il est clair que le radicalisme républicain et le communisme blanquiste s'étaient ralliés au fédéralisme communaliste ! Certes ce ralliement était chez ces derniers de circonstance, puisqu'il se limitait parfois au municipalisme, au régionalisme, ou à la décentralisation, mais il subissait l'attraction exercée par le fédéralisme proudhonien, qui était mis en avant par tous les courants de la Commune ! Vouloir le fondre dans l'idéal républicain de la Grande Révolution est donc abusif ! ar sa domination n'était pas seulement intellectuelle, mais aussi historique, comme nous allons tenter de l'expliquer maintenant.

Les querelles qui animaient les révolutionnaires, divisés en robespierristes et herbertistes, semblent bien avoir servi à son succès. L'hypothèse du « Paris libre à défaut de Paris dictateur » et de ce point de vue intéressante, puisqu'elle permet de com-

prendre une neutralisation réciproque des autoritaires et par conséquent, d'expliquer la domination idéologique d'une minorité sur une majorité effective. Tout indique, en effet, que les néo-jacobins et les blanquistes ne pouvaient s'entendre à terme dans un gouvernement communal. Pour les premiers, la Commune annonçait la constitution d'une politique nationale, alors que pour les seconds, il ne s'agissait que d'un moyen révolutionnaire. Delescluse et les jacobins soutiendront le projet fédéraliste dans l'esprit des radicaux, en encourageant la décentralisation contre l'ambition révolutionnaire d'une dictature blanquiste. Et les blanquistes épouseront l'idée d'une autonomie communale de la capitale, dans l'espoir d'y établir cette dictature. C'est ainsi, qu'il convient d'interpréter le fameux programme anarchisant signé par Delescluse qui étonne les commentateurs de la Commune. De toute évidence, le socialisme de l'autonomie fédéraliste profita grandement de cette opposition, plus ou moins latente, que développaient les fractions issues des grands courants de la Révolution française. Et, c'est ainsi que le fédéralisme antiautoritaire, dominant au sein du Comité central des vingt arrondissements, s'imposa lors des élections de la Commune.

Incontestablement, la minorité socialiste antiautoritaire bénéficia d'une conjoncture favorable, avec la pire des situations, puisque la ville était assiégée. Dès lors, cette

influence devenue décisive, ne peut être évacuée, et il est parfaitement inutile de jouer sur les doutes et hésitations de l'époque, sachant qu'un véritable mouvement anarchiste se construisait sur cette base fédéraliste et s'affirmait au sein même de l'Internationale ouvrière. L'approche proudhonienne de la Commune lève donc le voile sur la voie nouvellement ouverte par la Révolution du 18 mars, où les anarchistes iront jusqu'à se constituer en minorité, pour défendre le légalisme de la Commune - légalisme social et non politique, légalisme populaire contre toute tentative de dictature, légitimation démocratique de la Révolution. Proudhon expliquait ainsi dans le *Principe fédératif* que : « l'expression de gouvernement anarchiste impliquant une sorte de contradiction, la chose semble impossible et l'idée absurde. Il n'y a pourtant à reprendre ici que la langue : la notion d'anarchie, en politique, est tout aussi rationnelle et positive qu'aucune autre. Elle consiste en ce que, les fonctions politiques étant ramenées aux fonctions industrielles, l'ordre social résulterait du seul fait des transactions et des échanges, » c'est ce que la Commune a voulu réaliser, dans ces circonstances particulières, et c'est pourquoi elle est encore si troublante aux yeux des mémorialistes et toujours vivante dans son principe anarchiste !

C.F.

# L'anarchisme au pays des pasteurs et des provos

**CET OUVRAGE** de Thom Holterman comble une grande lacune, celle de notre méconnaissance du mouvement anarchiste hollandais. Il nous permet de découvrir en quelque 130 pages les constantes, les organisations et les forces des libertaires du pays des polders. Mouvement libertaire qui, au-delà de grandes figures évoquées dans l'ouvrage comme Domela-Nieuwenhuis, Lehning ou encore les provos des années 1970, est ici quasi inconnu, malgré une histoire forte et riche. L'ouvrage s'articule autour de cinq grands portraits et de cinq «organisations» libertaires. Mais si l'anarchisme en Hollande apparaît en tant que mouvement d'idées et de pratiques au tournant du xx<sup>e</sup> siècle, l'auteur nous rappelle que ses racines aux pays des moulins sont anciennes, à la fois par la nécessité de coopérer face aux éléments, mais aussi inscrites dans une tradition philosophique de rupture incarnée par Erasme et Spinoza. Il souligne aussi que l'anarchisme en Hollande s'ancra dans l'anarchisme classique, mais qu'il tendit aussi vers un «anarchisme éthique» compte tenu de l'importance qu'il conféra à l'antimilitarisme, à l'anticolonialisme et à l'antithéologisme malgré, pour cette dernière théorie-pratique, les origines protestantes de ses fondateurs.

Le premier portrait est celui d'un des tout premiers fondateurs de l'anarchisme en Hollande, Ferdinand Domela-Nieuwenhuis, né à Amsterdam (1846-1919), qui fut d'abord pasteur, puis socialiste et libre-penseur et, enfin, anarchiste. Comme Proudhon, c'est à la suite d'une expérience comme parlementaire qu'il comprit le rôle de cette institution et qu'il devint radicalement antiparlementariste. Ce qui, peut-être, caractérise, hormis une œuvre immense, Domela, c'est son opposition à la création d'une «organisation réduite aux seuls anarchistes», tout comme à celle au congrès d'Amsterdam en 1907 d'une internationale anarchiste, car il estimait qu'une seule organisation libertaire pourrait nuire à certaines pratiques ou sensibilité du mouvement et que les libertaires devaient travailler avec d'autres progressistes ou révolutionnaires sur des thèmes transversaux comme l'éducation, la libre pensée, l'antimilitarisme...

Le deuxième portait est celui de Barthélemy de Ligt (1883-1938), beaucoup moins connu, pasteur lui aussi. C'est l'antimilitarisme qui le conduira à l'anarchisme en militant pour une action directe contre la guerre et une résistance non violente. Clara Wichmann (1885-1922), notre troisième portrait, est la Louise Michel des

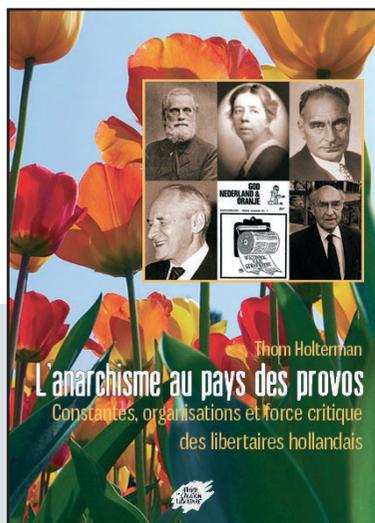
Hollandais, mais ici une quasi-inconnue. Pourtant, femme docteur en droit dès 1912, féministe radicale, elle souhaite une émancipation féminine «sociale et économique», combat l'institution pénitentiaire et engage l'individu à «vaincre ses dispositions à la compétitivité». Elle élabore, de plus, une théorie du droit pénal qui fait encore autorité aujourd'hui. Le quatrième portrait est celui d'Arthur Lehning (1899-2000), qui, lui, est un militant anarcho-syndicaliste internationalement connu. En 1919, il fonda avec Rocker et Souchy la Freie Arbeiter Union Deutschland (FAUD) et fut secrétaire de l'AIT entre 1933 et 1935. Il fut aussi et peut-être surtout le maître d'œuvre des Archives Bakounine. Le dernier portrait est celui d'Anton Constandse (1899-1985), «un anarchiste pragmatique», un anarchisme réformiste des petits pas vers l'idéal qui, l'un après l'autre, ouvre la voie de la société antiautoritaire.

Au travers de ces cinq portraits, Thom Holterman nous donne à découvrir un anarchisme hollandais pluriel qu'il complète par la présentation des cinq «organisations» libertaires, elles-mêmes en lien avec cinq autres militants. Ainsi, aborde-t-il successivement la Nationaal Arbeids Secretriaat (NAS), organisation anarcho-syndicaliste dont Christiaan Cornelissen (1864-1942) fut l'un des inspireurs avant de militer en France; l'association productive de Johannes Methöfer (1863-1933) et l'anarchisme productif dans le cadre de coopératives, ou encore Felix Ortt (1866-1959) et son mode de vie anarchiste inspiré de Tolstoï. Puis, pour terminer ces brèves synthèses, l'auteur évoque Piet Kooijman (1891-1975) et son fameux slogan de mobilisation «Prends et mange!», et enfin l'action subversive d'Albert de Jong (1891-1970) et le mouvement Provo qui allie action ludique, provocation, créativité.

Pour conclure son propos, Thom Holterman se livre à quelques considérations philosophiques et juridiques – en lien avec les parties précédentes – visant à établir le fort potentiel critique et créatif de l'anarchisme en s'appuyant sur ses principes structurants et son «droit choisi» élaboré collectivement. En bref, un ouvrage concis qui permet de mieux connaître un mouvement qui nous était inconnu. Une bonne introduction à approfondir, donc<sup>1</sup>.

Hugues Lenoir

1. Voir la très conséquente bibliographie en fin d'ouvrage accessible aux néerlandophones.



Thom Holterman, *L'Anarchisme au pays des provos, constantes, organisations et force critique des libertaires hollandais*, Lyon, Atelier de création libertaire, 12 euros. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

# Chiapas À l'école du zapatisme



**LE MONDE LIBERTAIRE** se fait régulièrement l'écho de l'actualité des luttes qui ont pour épicerie la région des hautes montagnes du Chiapas, au Mexique. On ne présente plus le zapatisme dans ces colonnes. Par contre, on peut parler de la Petite École zapatiste et de sa description dans un livre paru tout récemment : *Enseignements d'une rébellion*.

Ce livre au format de poche, dont les bénéfices de la vente reviennent aux organismes zapatistes, est composé de trois parties



Guillaume Goutte et Jérôme Baschet, *Enseignements d'une rébellion: la Petite École zapatiste*, Éditions de l'Escargot, 120 pages, 8 euros. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

d'auteurs différents. Les premières pages sont signées de Guillaume Goutte. Elles sont un journal quotidien de sa propre participation à la Petite École zapatiste, en août 2013, avec mille trois cents autres élèves. Accueilli et conduit, dans les livres comme dans les champs, par José Martinez, son «votán», il utilise son bon sens de l'observation pour décrire son voyage et son séjour. Rien n'a échappé à Guillaume : tout y est décrit et analysé avec un recul qui aide le lecteur à comprendre l'objectif de la Petite École zapatiste. S'il s'agit avant tout d'expliquer les valeurs et les modes d'organisation tant villageois que politiques du mouvement zapatiste au Chiapas, on s'aperçoit que chaque situation quotidienne s'inscrit dans cette perspective d'apprentissage. La patience, lorsque les distances, à pied ou en véhicule, s'expriment en heures et en ampoules au pied, ou que les déclarations de bienvenue sont traduites en tsotsil puis en tsel'tal ; l'humilité, lorsqu'il s'agit de porter des sacs d'épis de maïs ou d'être accueilli et avoir pour «maestro» un paysan mexicain lorsque l'on se définit soi-même comme un «fils de la classe moyenne»...

La deuxième partie de l'ouvrage, «La contagion de l'autonomie», est plus analytique, et se lit comme un complément bienvenu au travail descriptif de Guillaume Goutte. Là, c'est Jérôme Baschet qui est l'auteur. Il est connu pour ses contributions solides au zapatisme<sup>1</sup> et assista, lui aussi, à la première session de la Petite École, en août 2013. Sa connaissance du mouvement et de l'histoire des zapatistes lui permet d'avan-

cer que cette expérience est à la fois un processus d'apprentissage de l'expérience de l'autonomie et une logique de partage. Les «votán» sont ainsi à la fois des personnes singulières, porteuses de leur propre histoire, et les porteurs du patrimoine collectif zapatiste. Ils sont l'expression d'une alliance singulière de la force collective et de l'affirmation individuelle d'êtres humains qui veulent toucher le cœur des «élèves». Abordant aussi le sujet des enseignements «relatifs», Jérôme Baschet parle également des contradictions du mouvement, ses recherches-actions. La constitution du «mandar-obedeciendo» (commander en obéissant) autant que le rôle du Comité clandestin révolutionnaire indigène ou de ses commandants dans les décisions des *caracoles* sont évoqués. Dans ses remarques finales, l'auteur explique : «Toutefois, [...] la logique de l'autonomie, en tant que construction par en bas et hors des structures de l'État, peut être mise en œuvre ailleurs, sous des formes multiples, adaptées à la diversité des situations concrètes.»

La dernière partie du livre est écrite par le *compañero maestro* Galeano, à qui l'ouvrage est dédié ; il fut assassiné le 2 mai 2014 par des paramilitaires. Là, c'est le «votán» qui donne son point de vue sur ce qu'il a partagé, et c'est sa sincérité qui touche lorsqu'il dit l'enthousiasme réciproque du partage.

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse de la FA

1. Son dernier livre s'intitule *Adieux au capitalisme*, éditions La Découverte, Paris, 2014.

# La section italienne de la colonne **Ascaso**

**UNE FOIS ENCORE L'ESPAGNE**, juillet 1936, une fois encore le coup d'État, la rébellion des militaires, la résistance d'un peuple et le partage du pays en deux zones distinctes, d'un côté le fascisme, de l'autre l'Espagne libertaire, car, en 1936, le bel été de l'anarchie est encore la promesse d'un monde nouveau, plus juste, plus libre, plus égalitaire.

Mais le livre d'Alba Balestri n'est pas une redite de la toujours même histoire, dans cet ouvrage documenté qui est aussi un hommage à son père Nino, Alba évoque, une fois n'est pas coutume, la section italienne rattachée à la fameuse colonne Ascaso, l'une des colonnes anarchistes qui défendirent la république à l'été 1936, au moment où les franquistes croyaient encore en une victoire facile et rapide.

Bien avant les brigades internationales, dès juillet 1936, de nombreux étrangers, anarchistes, socialistes, quelques communistes anti-autoritaires et des antifascistes de tous bords se joignent aux colonnes pour défendre leur idéal de liberté. Les exilés italiens qui subissent le joug de Mussolini depuis 1922 sont parmi les premiers à s'engager. Ils viennent le plus souvent de France. « Nous avons appris par les journaux que Mussolini était intervenu en Espagne et nous avons dit, nous à Paris, bon sang ! Voilà maintenant nous avons notre terre pour mettre à genoux Mussolini. » C'est en quoi la guerre d'Espagne est un conflit européen opposant, dans les premiers mois, deux conceptions radicalement opposées de la politique et de la vie, d'un côté les fascismes, de l'autre le socialisme de l'UGT et l'anarcho-syndicalisme de la CNT largement majoritaire en Catalogne à l'été 1936.

Opérationnelle dès le mois d'août, la section italienne va monter au combat dans les environs de Saragosse. L'intérêt du livre d'Alba est non seulement de suivre en détail les opérations de la section, mais aussi de vivre en son sein et d'y voir à l'œuvre les mêmes dis-

sensions politiques qui, au final, devaient aboutir à la catastrophe et à la prise de pouvoir du Parti communiste sur la révolution espagnole.

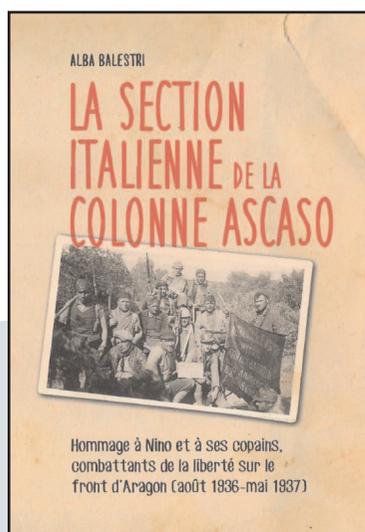
En effet, le commandement de la section échoit à un célèbre antifasciste, Carlo Rosselli, qui a souhaité dès le début, mais sans succès, une colonne nationale et indépendante de la CNT. À l'inverse, les anarchistes italiens, majoritaires dans la section, sont internationalistes et veulent combattre indistinctement avec leurs frères d'armes espagnols, français, allemands.

La vie de la colonne se partage entre quelques combats brefs, violents, meurtriers, en août 1936 puis à l'automne de la même année, où les victoires fêtées du début font place aux défaites, aux trahisons communistes, au désenchantement, à l'humiliation qui aboutira à la dissolution de la section en avril 1937. Cette descente aux enfers pour Nino et les autres suit exactement la décision de militarisation des colonnes anarchistes et l'intervention soviétique.

Comme pour les autres colonnes qui refusent l'appareil de contrôle communiste, le quotidien des Italiens deviendra compliqué, manque de ravitaillement, matériel obsolète, renforts inexistant. Les événements de mai 1937 à Barcelone se solderont par l'assassinat pur et simple, par les staliniens, de plusieurs centaines de militants anarchistes, parmi lesquels plusieurs chefs de la section italienne, d'autres finiront en prison, d'autres enfin, comme Nino, comprenant que le combat des staliniens n'est pas le sien, que la devise de la section italienne : « Le monde entier est notre patrie, notre loi, la liberté » ne serait jamais celle des communistes, repasseront la frontière.

C'est cette histoire, belle et tragique, à laquelle nous convie Alba Balestri

Thierry Guilabert



Alba Balestri, *La Section italienne de la Colonne Ascaso*, 134 pages abondamment illustrées, éditions libertaires, 15 euros. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.



## Barcelone 1931

# La grève des loyers

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME, la recension qui suit concerne un ouvrage rédigé en castillan<sup>1</sup>; toutefois, il m'a semblé intéressant de signaler sa parution à celles et ceux qui maîtrisent un tant soit peu la langue de Cervantes, sans attendre une éventuelle traduction en français. C'est que la lutte axée autour de l'habitat des classes populaires en 1931 à Barcelone a de très fortes résonances dans les mouvements Okupas et squats d'aujourd'hui, pas seulement en Espagne, mais dans toutes les grandes métropoles internationales. L'auteur du livre, Manel Aisa Pámpols<sup>2</sup>, retrace les différentes phases et formes de ce combat contre la cherté des loyers, ainsi que l'histoire du Comité de défense économique de la branche du bâtiment (CNT), les pratiques de «démocratie directe» et le choix des actions préconisant pour les sans-emploi de refuser de payer leur loyer, et pour ceux qui travaillaient de n'en payer que la moitié. L'auteur, Manel Aisa Pámpols, nous présente un livre de mémoire et de lutte, sauvant par là une page d'histoire de la Barcelone rebelle.

Cette grève des loyers de 1931 se déroule dans un contexte de crise du système; la neutralité de l'Espagne durant la Première Guerre mondiale avait permis à la bourgeoisie catalane de s'enrichir avec le développement industriel de la région. S'en était suivie aussi une politique de grands travaux (construction à Barcelone de la place

d'Espagne, urbanisation de Montchuich, création de lignes de métro, restructuration des grandes artères), ce qui nécessita de faire appel à une forte immigration en provenance des autres régions d'Espagne. La fin de tous ces grands travaux coïncida avec la crise de 1929. Le travail se fit plus rare et le nombre de chômeurs et d'indigents grimpa en flèche. Face à cette situation, le syndicat CNT du bâtiment créa le Comité de défense économique. Le 1<sup>er</sup> mai 1931, les anarcho-sindicalistes de ce comité allèrent présenter une série de revendications au nouveau président de la Generalitat de Catalogne (la république venait d'être proclamée le mois précédent), exigeant que chaque patron intègre dans son entreprise 15 % de chômeurs et que les loyers soient réduits de 40 %. Les manifestants cénétistes furent reçus à coups de fusil. À partir de là, la grève des loyers s'étendit à tous les quartiers pauvres, avec une très forte implication des femmes dans cette défense du droit au logement par l'action directe. Affrontements avec la police pour empêcher les expulsions, morts, blessés, arrestations en masse d'anarcho-sindicalistes qui remplirent la prison «Modelo», la lutte n'était pas encore finie en 1932, comme en témoigna Abel Paz, qui la connut alors qu'il était enfant (11 ans). Quatre-vingt-quatre ans après, nous observons des situations similaires: chômeurs de plus en plus nombreux, précarité en augmentation constante, loyers exor-

bitants, insalubrité, bidonvilles, expulsions, crise systémique, droit au logement bafoué alors que des milliers d'appartements sont inoccupés... Comme dit la 4<sup>e</sup> de couverture: nous vivons des moments de lutte et d'espérance qui nécessitent entraide et partage des connaissances. Le livre de Manel Aisa Pámpols y contribue grandement.

**Ramón Pino**

*Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste*

1. *La Huelga de alquileres y el comité de defensa económica – Barcelone, abril-diciembre 1931, sindicato CNT de la construcción, Editions El Lokal, 189 pages, 12 euros (plus frais de port). Vous pouvez passer commande directement à l'auteur: maisallibreria@gmail.com.*

2. Né en 1953, dans le quartier du Raval. Membre de l'association des habitants du Barrio Chino vers 1973, puis du collectif libertaire San Antoni-Chino. Fin 1976, il adhère au syndicat CNT du bâtiment dont il devient (en 1980) secrétaire de la propagande. S'investit ensuite dans le fonctionnement de l'Athénée encyclopédique populaire, organise en 1993, l'exposition anarchiste internationale à Barcelone. Ouvre une librairie et participe à de nombreux titres de la presse libertaire.

# Georges Yvetot et Émile Pouget sont de retour !

Le groupe anarchiste Salvador-Seguí (FA) a le plaisir d'annoncer la réédition, en un seul volume, de deux grands classiques du syndicalisme révolutionnaire français : *L'ABC syndicaliste* de Georges Yvetot (introuvable depuis les années 1970) et *Le Sabotage* d'Émile Pouget (dont on ne compte plus les rééditions, mais qui reste d'une étonnante fraîcheur).

Ce premier ouvrage inaugure notre collection « Bibliothèque syndicale », qui entend éditer ou rééditer des textes d'intervention anarchiste et syndicaliste, au service de nos luttes et de nos organisations.

Pour se procurer le premier volume, vous pouvez contacter la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 75011 Paris). Il coûte 5 euros (ajoutez 10 % pour les frais de port).

Groupe anarchiste  
Salvador-Seguí



## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Jeudi 12 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

18h30. Vernissage de l'exposition Kronstadt 1921. Peintures d'Éric Savignac et textes de Dominique Guérin. A cette occasion Alexandre Skirda (qui a publié entre autre *Nestor Makhno le cosaque libertaire, Kronstadt 1921*) sera parmi nous pour une signature et nous présentera son film documentaire *Le commandant de Kronstadt parle*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. Entrée libre.

## Vendredi 13 mars

### Lyon (69)

19 heures. Conférence-débat. À l'invitation du groupe Graine d'Anar de Lyon, Philippe Pelletier présente son livre *Anarchisme, vent debout!* (Cavalier bleu, 2013) à la MJC Monplaisir, 25, avenue des frères Lumière 69008 Lyon (Tél: 04.72.78.05.70.) Entrée libre.

## Samedi 14 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

17h30. Festival Femmes de parole (s) avec Mots et Musiques. Concert: Annick Cisaruk chante Léo Ferré avec David Venitucci. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot.

### Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom autour de son nouveau livre: *Madeleine Vernet (1878-1949) Houlmoise, pacifiste, éducatrice libertaire et féministe*. Librairie L'Insoumise 128 rue Saint-Hilaire.

## Mercredi 18 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

20 heures. Le ciné de la Commune vous propose la troisième partie du documentaire *Un autre futur consacré à l'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol: Il n'y a plus de fous*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. Entrée libre.

## Jeudi 19 mars

### Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

## Vendredi 20 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

19 heures. Soirée Elisée Reclus. Rencontre et débat avec Christophe Brun pour son ouvrage *Elisée Reclus. Les Grands Textes* (Flammarion) et Isabelle Pivert des Editions du Sextant. Projection d'Elisée Reclus la passion du monde un film de Nicolas Eprendre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. Entrée libre.

## Samedi 21 mars

### Paris XI<sup>e</sup>

17h30. Festival Femmes de parole(s) avec Mots et Musiques. Concert avec Sabine Viret. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. Entrée libre.

### Paris XVIII<sup>e</sup>

15 heures. Manifestation antiraciste. Métro Barbès.

### Chambéry (73)

Les libertaires de Chambéry, dont le groupe FA, vous invitent au deuxième Concert sans frontières. À partir de 18 heures, discussions libres. 19 heures, début des concerts avec: O Deves, Prince Ringard, Paranoïa, Cartouche et Yan'oi aux platines entre les groupes et pour finir la soirée. À manger (avec La Marmite) et à boire. Table de presse. Entrée à prix libre. Salle la Bisserraine.



# CONCERT SANS FRONTIERES



**sam.21/03**  
**salle la Bisseraine**

Bissy - Chambéry



18h, discussions libres

19h

**O De Ves**

Chants Tziganes, Chambéry

**Prince Ringard**

Rock Folk, BRETAGNE

**Paranoia**

Ska Alternatif, Chambéry

**CARTOUCHE**

Rock' N' Punk, PARIS

**Yan'oi & Dim'**

aux platines



Des individus &  
CNT, FA, SCALP



[concertsansfrontieres.ouvaton.org](http://concertsansfrontieres.ouvaton.org)